

Assises des Département de France

91^{ème} Congrès de l'ADF

Discours de Nicolas Lacroix

Président du Groupe DCI, Président du Département de la
Haute-Marne

Madame et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président de l'Assemblée des
Départements de France, *Cher François,*

Madame la Présidente du Département du Lot-
et-Garonne, *chère Sophie,*

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Chères Présidentes, chers Président,

Chers conseillers départementaux de France,

Alors que nos 2^{ndes} Assises s'achèvent, permettez-moi de revenir sur **ce format, ambitieux et quoi qu'il arrive original**, que nous avons choisis collectivement depuis deux ans.

Certains le découvrent (tout le monde n'avait malheureusement pas pu venir dans l'Ain), mais après cette édition du rassemblement, je suis sûr que tous l'apprécient.

Car il ne s'agit pas simplement d'un empilement de prises de paroles, mises bout à bout où chaque intervenant cherche la petite phrase. C'est même tout l'inverse avec des tables rondes durant lesquelles nous avons pu confronter les points de vue, partager nos expériences, écouter des intervenants extérieurs, passer des messages directement aux Ministres en charge.

Mes chères collègues,
Accueillir près de 1000 élus et collaborateurs départementaux est une lourde tâche : bravo à tes équipes chère Sophie, avec celles de la ville d'Agen.

Merci pour cette belle organisation, vous avez parfaitement relevé le défi.

Je vois dans les yeux de Frédéric BIERRY, qui nous accueillera l'an prochain dans sa belle Collectivité européenne d'Alsace, que la pression commence doucement à monter.

Merci également à l'équipe de Départements de France que je veux sincèrement féliciter.

Ils sont nos conseillers de l'ombre, ils suivent l'actualité des Départements, nourrissent nos directions générales, défendent notre cause auprès des cabinets ministériels, de l'Assemblée nationale et du Sénat, ils veillent sur nous, ils veillent pour nous : merci à cette petite équipe autour de Bernard SCHMELTZ qui est aux services des Départements de France.

Ce format des Assises, nous le devons à la volonté et à l'énergie de notre Président, François SAUVADET.

Avec François, nous constituons un **ticket solide**, qui s'appuie sur une majorité forte de 70 départements, de Métropole et des Outre-mers. Mais vous le savez, une majorité aussi importante n'est jamais facile à contenter : l'équilibre à trouver est subtile. Pas pour des raisons politiques (même si cela arrive parfois) mais tout simplement « à cause », et je me corrige tout de suite, « **grâce** » à **notre diversité**.

Car :

- La réponse à apporter n'est pas la même dans la Creuse que dans le Rhône,
- Le contexte social et territorial n'est pas le même dans le Maine-et-Loire et la Réunion,
- Les compétences et les aspirations ne sont pas identiques entre la Collectivité européenne d'Alsace et son proche voisin belfortin.

Pourtant à chaque fois, nous arrêtons **une position collective**.

Comment ? Tout simplement **en cherchant d'abord à trouver ce qui nous rassemble** et qui permet à chacune et à chacun de trouver son chemin, sa place au sein de notre groupe.

François, je veux te le dire à nouveau, tu peux compter sur moi, sur nos collègues du groupe DCI : nous sommes tes soutiens, tes soutiens partout en France.

Pendant ces deux jours, nous avons remis en cause nos certitudes, bousculé nos réflexions, dans le respect des sensibilités politiques qui sont les nôtres, cher Jean-Luc GLEZE.

Je veux tout particulièrement saluer mon homologue du groupe de gauche. Avec Jean-Luc, nous nous respectons. Mieux, nous nous apprécions. Je peux d'ailleurs vous faire une petite confidence, qui ne sortira jamais de cette salle évidemment : en Haute-Marne, on me dit souvent que je suis l'élu le plus à gauche de mon département.

Plaisanterie à part, c'est peut-être parce que, comme tu l'as écrit, **nous sommes girondins.**

Parce que nous défendons l'idée qu'un nouvel élan décentralisateur est indispensable à notre pays, pour qu'il fonctionne mieux, qu'il agisse mieux au service des Françaises et des Français. Nous avons également la même volonté de défendre les départements comme collectivités des solidarités, indispensables à la cohésion de notre pays et à sa réussite.

Nous défendons enfin cette **solidarité entre les Départements de France** : nous sommes le seul échelon, le seul, à avoir mis en place un fonds de solidarité horizontale. Et nous attendons d'ailleurs toujours son pendant vertical.

Mais concentrons-nous sur le positif : ce que nous avons réussi à faire, face aux mégas-feux qui ont ravagé de nombreux territoires de notre pays cet été. J'ai été fier que des pompiers de Haute-Marne viennent en soutien de leurs homologues en Gironde, dans le Jura, en Saône-et-Loire, en Bretagne. Cette fierté n'atténue en rien la dureté des images de ces terroirs ravagés, de ces fumeroles qu'il a fallu surveiller pendant des semaines.

Jean-Luc, cher André ACCARY, vous avez mené une mission flash afin, non pas de nous apporter un diagnostic, mais de proposer des solutions. Dans quelques jours, nous devrions avoir le retour d'expérience sur les feux de cet été : je fais **le vœu que les Départements** qui sont les principaux financeurs des SDIS de France **soient plus qu'écoutés, qu'ils soient entendus.**

Car ces feux que nous subissons, ces sécheresses que nous vivons, doivent nous interroger sur notre rapport à la nature et à l'essentiel. J'en parlais il y a quelques jours lors du Congrès des Maires de Haute-Marne : nous devons plus que jamais **faire attention à la ressource en eau.** Au 13 septembre dernier, la totalité des départements de France métropolitaine était en vigilance et 79 étaient même en situation de crise. Je profite d'avoir des élus départementaux et des maires nombreux devant moi ce matin pour redire ma conviction profonde au Gouvernement : **l'eau doit rester la compétence des Maires.**

Contrairement au pétrole et au gaz, **l'eau est une ressource de notre pays** : l'étiage des cours d'eau est de plus en plus précoce et les mesures destinées à en restreindre la consommation sont toujours plus nombreuses. C'est l'évidence de s'unir dans un front commun visant à lutter contre cette situation. Les Français à juste titre ne pourraient pas comprendre d'en manquer, que cela soit par la négligence de leurs gouvernants, par leur manque d'anticipation ou par inaccessibilité.

C'est un enjeu de solidarité territorial majeur pour notre pays et ce sont les maires qui sont les plus à même de répondre à ce défi.

Depuis un peu plus d'un an que je préside ce groupe Droite, Centre et Indépendants, **vous connaissez mon franc-parler et ma façon d'aller droit au but**. C'est à mon sens mon rôle : celui de montrer que la position de Départements de France est un équilibre issu de positionnements, plus ou moins tranchés.

Cela sera le cas à nouveau ce matin et j'aurais aimé que Madame la Première ministre soit là pour l'entendre, pour écouter les expressions politiques.

Car nous avons des messages à passer. Et ils ne vont pas toujours faire plaisir : rassurez-vous, ces messages ne nous font pas plaisir non plus. Ils veulent dire que la situation sociale de notre pays ne va pas bien.

En tant que collectivité des solidarités, de la proximité avec les communes, nous le voyons au quotidien et nos milliers de collaborateurs le vivent : la crise sanitaire a considérablement dégradé le vivre-ensemble et la vie des Français qui réentendent les mots de « pénurie », « manque », « rationnement », des termes qu'ils pensaient appartenir au siècle précédent.

Le vocabulaire utilisé est important. Car comme l'écrivait Albert CAMUS, « mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur du monde ».

Dans notre monde de communication, en particulier avec les loupes déformantes de notre pensée que sont les réseaux sociaux, il est **essentiel de nommer correctement les choses.**

Par exemple, je pense qu'on ne peut pas parler de « fin de l'abondance ». Pour des millions de Français, cette formule est incompréhensible parce qu'elle ne représente en rien leur quotidien. **Pour nous également : dans les Départements, on ne gère pas l'abondance.** On soutient les plus fragiles, on les insère, on les accompagne, on leur permet de vivre dignement. Dans les Départements, nous gérons les solidarités humaines, sociales et territoriales. **Moi, devant tous nos publics, l'abondance, je ne sais tout simplement pas ce que c'est.**

En revanche, **la misère, nous la croisons chaque jour** et nous agissons pour la combattre. Avec la Covid, avec l'aggravation de la situation sociale dans notre pays, les Départements ont été, plus

que toute autre collectivité, des amortisseurs des crises successives que nous venons de traverser. En première ligne avec les maires, **nous avons été les urgentistes de la démocratie** en étant au plus près des difficultés de nos concitoyens.

Mais pour exercer correctement ces solidarités, nous avons **besoin de l'Etat** : pas celui qui nous sermonne, pas celui qui nous tance. Mais celui qui nous aide, qui nous protège avec par exemple la mise en place d'un bouclier énergétique pour les collectivités et les établissements sanitaires et médico-sociaux, qui nous fait confiance, nous avons **besoin d'un Etat des Lumières**.

Il ne faudrait que quelques pas de côté dans bien des domaines et je vais l'illustrer par trois exemples d'actualité.

D'abord, le transfert des routes nationales de notre territoire. Je me suis battu pour que les Départements puissent candidater en priorité.

Nous avons les agents et les savoir-faire : les routes sont notre métier.

Mais depuis le début des discussions, force est de constater que l'Etat ne joue pas vraiment le jeu : partout en France, les Départements ont rencontré des difficultés pour avoir des informations fiables sur le périmètre et les conséquences financières de ce transfert. Quelle moyenne d'investissement, quel nombre d'agents, de kilomètres concernés, l'état des ouvrages... les réponses ont varié ou pire n'existent pas : quand il s'agit de savoir les investissements prévus dans le cadre du prochain CPER mobilités, on oppose un silence que je qualifie avec beaucoup de bienveillance d'inquiétant.

Mon collègue François DUROVRAY qui préside notre commission transport et mobilités mène depuis plusieurs semaines un travail de fourmi en recensant auprès des Départements volontaires les informations sur ce transfert.

Ceux qui se sont engagés sur cette voie ne veulent pas faire une bonne opération sur le dos de l'Etat, ils veulent simplement avoir le juste prix de ce transfert. Pas pour améliorer leurs finances... mais pour le bénéfice de leurs habitants : en Haute-Marne comme dans la plupart des départements ruraux, sans la voiture, il n'y a pas de mobilité, pas de rendez-vous chez le médecin, pas de caddies à remplir.

L'autre exemple est bien plus lourd de sens pour moi. C'est celui du bien- vieillir en France. Il me tient particulièrement à cœur et j'avais déjà tiré la sonnette d'alarme l'an dernier.

La Covid nous a montré la grande détresse dans laquelle peuvent se trouver des personnes âgées sans contact avec leur famille et à quel point ces dernières pouvaient soulager les équipes de ces établissements. J'ai en souvenir une visite d'un EHPAD avec un Préfet en pleine crise Covid.

Alors que le Directeur nous avait expliqué que les équipes tenaient, que tout était « sous contrôle » selon son expression, une aide-soignante avait craqué devant nous, soutenue par ses collègues, nous disant qu'elle n'arrivait même plus à donner à boire aux résidents...

Toutes et tous ici, vous savez de quoi je parle : qu'ils soient hospitaliers, privés, associatifs, tous les EHPAD ont été proches de la rupture ces dernières années et **je crains que le pire soit devant nous.**

Il n'y a pas une semaine sans que nous recevions des courriers de famille signalant des problèmes, de la maltraitance (pas volontaire souvent, simplement par manque de temps à consacrer à nos anciens).

En 2021, bien avant le livre « *Les fossoyeurs* » de Victor CASTANET, j'ai souhaité lancer un observatoire départemental du bien-être et du bien-vivre dans les EHPAD :

Parce qu'à chaque fois que je posais une question on me répondait que cela ne me regardait pas, parce qu'à chaque fois que je programmais une visite tout brillait et une animation était prévue pour le goûter. En réalité, ça ne se passe pas comme ça et je ne me résous pas à tourner la tête, je refuse même de baisser les yeux quand je passe devant ces structures. Ce livre a été le révélateur d'une situation qui n'a pas changé : il ne doit pas prendre la poussière sur nos bibliothèques, il doit guider notre action, nous pousser à enfin faire aboutir cette loi « grand âge ». Nos aînés le méritent.

Enfin, je veux revenir sur un des engagements forts de Jean CASTEX l'an dernier lors de nos Assises, il s'agit de l'**autorité fonctionnelle sur les gestionnaires de collèges**. La loi 3DS nous l'a transmise et un guide a été rédigé qui précise les bonnes pratiques. Mais la réalité est loin de cette belle théorie.

J'inaugurais ce lundi un collège dans mon département : quand j'ai demandé à mes agents comment ils comptaient mettre en avant les circuits courts et les produits locaux dans les menus, ils m'ont répondu que « *la gestionnaire ne voulait pas en entendre parler* ». C'est tout simplement inadmissible.

Ces trois exemples sont les symboles de ce que nous devons cesser de faire : des doublons. Doublons de structures, de personnels, de gouvernance... auxquels il faut ajouter des instances de concertation qui sont mal constituées et qui ne conduisent souvent à rien d'autres que nous entendre expliquer par les services de l'Etat le travail que nous faisons déjà, parfois mieux que lui.

Vous l'avez compris, je suis ce matin un **Président d'un groupe majoritaire plutôt chafouin**. Parce que j'ai le sentiment que nous ne sommes pas considérés comme des partenaires.

Je parlais tout à l'heure du choix des mots, je fais bien la différence entre « adversaire » et « ennemi » :

- **En tant qu'homme politique, j'ai des adversaires politiques.** Ce sont les extrêmes, de gauche comme de droite. Ils sont nombreux à l'Assemblée nationale et vont parler haut et fort pendant tout le mandat. Je dois dire que je les attends sur les propositions. J'en ai dans mon assemblée départementale, il n'en sort jamais rien de bon.
- **Mais en tant que Président de Département, j'ai un ennemi.** Pour paraphraser François HOLLANDE (*qui n'est pas ma référence habituelle vous le savez*), cet ennemi pour nous Départements, il n'a « *pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne* ».

Cet ennemi aujourd'hui, je le dis avec beaucoup de tristesse mais avec fermeté, c'est le vieux réflexe jacobin profondément ancré dans la culture étatique. Peu importe la majorité au pouvoir, il a une volonté, consciente ou inconsciente, de reprendre la main sur la liberté et l'autonomie des collectivités. C'est ce vieux réflexe qu'il faut combattre avec pugnacité et fermeté, notamment en exerçant une pression constante auprès de nos collègues parlementaires.

Cet ennemi **pousse certains Ministres à nous considérer comme des élus naïfs, candides,** prêts à croire aveuglément en la bonne parole de l'Etat.

On se rencontre le mardi et on échange longuement. Le jeudi, le Ministre annonce une augmentation de nos charges de fonctionnement sans que le sujet ait même été évoqué deux jours avant.

C'est aussi cet ennemi qui fait expliquer à un autre, la main sur le cœur, qu'il n'y aura pas de Pacte de Cahors. Mais désormais, il y aura un niveau d'augmentation de dépenses de fonctionnement à ne pas dépasser. Et si on le dépasse, il y aura des sanctions. Ce droit de regard évoqué par un Ministre est inacceptable. La vérité est cruelle : **nous ne sommes plus sous tutelle, mais nous devenons des collectivités en liberté surveillée.**

Moi, je ne peux me satisfaire que les Préfets agissent comme des contrôleurs judiciaires : ce n'est pas leur vocation et **nous ne sommes pas des repris de justice.**

Je le dis avec beaucoup de sincérité : **je sais reconnaître les choses qui vont bien.** Faites-nous confiance ; **nous savons jouer le jeu.**

- Quand nous participons activement à la conférence des métiers du social et du médico-social parce que ces métiers ont besoin d'être revalorisés, nous jouons le jeu ;

- Quand la Creuse et l'Essonne expérimentent le RSA sous conditions, nous jouons le jeu ;
- Quand Florence DABIN emporte l'adhésion des Départements en faveur du GIP France enfance protégée malgré certaines interrogations légitimes sur son financement, nous jouons le jeu.
- Nous jouons le jeu enfin quand les Départements sont présents au sein de Territoires Unis pour le Conseil national de la Refondation.

Madame et Messieurs les Ministres,

Mes chers collègues,

Je le sens, **nous ne sommes pas loin de cette confiance**. Il faut franchir le pas rapidement car, et je l'ai dit lors de notre rencontre avec la Première ministre, l'orage menace et nous entrons dans cette zone de turbulences où tout peut arriver. L'exceptionnel succède à l'extraordinaire depuis plus de deux ans et nos concitoyens n'en peuvent plus.

L'hiver social arrive...

Retisser le lien entre les Français est une priorité pour le pays. Je l'ai dit l'an dernier, chaque citoyen de notre pays doit avoir un avenir là où il choisit de vivre. Pour cela, il faut que nous ayons véritablement les capacités d'agir.

Car, ne nous trompons pas : c'est l'avenir de la démocratie qui se joue aujourd'hui. La peur et le désespoir conduisent les peuples du monde entier à voir dans les régimes autoritaires une solution à leurs problèmes. Les fondements des sociétés démocratiques sont alors menacés. Nous devons en avoir tous conscience.

« *Penser global ; agir local* » : la formule du premier sommet de la Terre fête ses 50 ans cette année.

Elle n'a jamais été autant d'actualité, à la fois dans notre rapport à la nature comme pour les autres politiques : l'Etat doit conserver la vision stratégique et les collectivités locales doivent être prêtes à agir parce qu'elles sont la proximité.

Les Françaises et les Français attendent l'union sacrée entre l'Etat et leurs collectivités : tous côte à côte, sur un pied d'égalité.

Mesdames les Présidentes, Messieurs les Présidents, chers conseillers départementaux, pour reprendre une formule chère à François SAUVADET, **nous sommes la France et nous souhaitons tous la réussite de notre pays.**

Sommes-nous capables, pour nos compatriotes, de relever les défis qui sont devant nous, aussi immenses que divers ? Démocratiques, environnementaux, sociaux, économiques, énergétiques ?

Oui, Madame et Messieurs les Membres du Gouvernement, **les 103 Départements de France en sont capables. Mieux encore, ils sont prêts.** Ils n'attendent plus que vous, l'Etat.

Je vous remercie.